**Relative aux archives nationales**

*06 titres*
*30 articles*

*TITRE I*
**Dispositions générales (04 articles)**
**Une définition fonctionnelle et organique des archives**
*TITRE II*
**Des archives publiques (07articles)**
**Constitution des archives publiques**
**Leur statut (insaisissables, inaliénables, imprescriptibles)**
**Interpellation des producteurs de ce type d'archives dans la prise en charge de leur produit (pré archivage)**
**Le tri et l'élimination de ces archives**
**Le versement des archives définitives au plus tard dans les 2 années qui suivent l'expiration du délai de conservation aux archives nationales**
**La communication des archives au public après 25ans (date de production)**
- **50 ans à partir de la clôture (archives judiciaires n'ayant pas trait à la vie privée)**
- **60 ans à partir de l'acte (archives de la sûreté de l'Etat et de la défense nationale)**
- **100 ans à compter de la date de naissance (archives hospitalières ou dossiers de la vie privée des gens)**

*TITRE III*
**Les archives privées (07articles)**
**La constitution de ce type d'archives**
**La déclaration volontaire de ces archives**
**Le classement de ces archives**
**Quelques dispositions relatives au statut juridique de ces archives**
*TITRE IV*
**Du transfert et de la conservation des archives (05 article)**
**Les missions des Archives Nationales (collecte, conservation, traitement, et communication des archives au public)**
**Constitution, protection et gestion du patrimoine archivistique en collaboration avec le conseil supérieur des archives)**
*TITRE V*
**Dispositions pénales (05articles)**
**Relatives aux cas d'élimination ou de détérioration des archives (voir communication sur le tri et l'élimination)**
*TITRE VI*
**Dispositions finales (02articles)**



# *L'industrie algérienne au début du XX^e siècle : Présentation du premier rapport sur l'industrialisation de l'Algérie coloniale*

**Dr. Mohammed Salah BOUKECHOUR***

## -Introduction

L'histoire de l'économie de l'Algérie pendant la colonisation, en particulier celle du secteur industriel, est quasi-marginalisée dans les études algériennes. Plusieurs facteurs, à notre avis, expliquent cette absence des études économiques concernant la période coloniale. Vraisemblablement, l'un de ces facteurs réside dans la nature du régime colonial et la violence des rapports exercés sur les Algériens. Ceci a poussé la première génération de chercheurs algériens, ayant été eux même victime de l'exclusion, à se focaliser sur les études sociopolitiques de l'Algérie coloniale. De même, il faut ajouter à cela l'intensité des évènements militaires et politiques qui ont marqué l'ère coloniale. Autre élément et ce n'est pas le dernier, la qualité des rapports recommandés par l'administration coloniale dès les premiers temps de la colonisation et qui traitaient des sujets beaucoup plus sécuritaires, politiques et sociales. Le Rapport d'Alexis de Tocqueville de 1847, intitulé « *Premier rapport sur l'Algérie* » est l'illustration parfaite des ces travaux sur l'Algérie.

Cette domination des sujets sociopolitiques nous ramène, ainsi, à s'interroger sur la nature de l'économie algérienne, en particulier celui de l'industrie, durant la première période de l'ère coloniale. L'Algérie a-t-elle donc possédé une industrie? L'administration coloniale était-elle intéressée par le sujet ? La réponse, est bien évidement, affirmative : L'Algérie a, bel et bien, possédé une industrie durant la première période coloniale et le premier rapport qui traite le sujet est celui de S. Laboubée(2).

Dans cette conurbation, nous nous attacherons uniquement à présenter une lecture simple de l'industrie algérienne, en se focalisant uniquement sur ce rapport. De ce fait, notre objectif n'est autre que l'exposition de l'industrie algérienne, sa nature et ses caractéristiques durant le début du XX^e siècle.

* Maître assistant, Université Hassiba Ben Bouali Chlef

**-Présentation sommaire du rapporteur et du rapport**

S. Laboubée, lors de la rédaction du rapport, fut inspecteur de la banque de l'Algérie. Le rapport fut commandé par la Chambre de commerce de l'Algérie. Le titre accordé à ce rapport est : *Notes sur l'industrie en Algérie*. L'édition a été faite chez Adolphe Jourdan, place du gouvernement Alger et l'année d'édition était 1917. Le travail a été réalisé en 158 pages. Le rapporteur reconnait que le travail est loin d'être exhaustif, il était même le premier à être étonné de l'état très avancé de l'industrie algérienne : « *Nous en avons dressé un inventaire qui, bien que très incomplet, a été pour nous presque une révélation. Nous avons trouvé l'Algérie bien plus en avant que nous la supposions dans la voie que nous cherchons à lui tracer*» (3).

Le rapporteur a recensé plus 88 branches d'activités. Dans un tableau, dès la première page, il a mentionné chaque activité avec son nombre d'usines et ateliers, la force motrice de chaque usine, le nombre d'ouvriers de chaque secteur d'activité et enfin la production journalière ou annuelle de chaque activité. Malgré les détails de ce tableau, le rédacteur reconnait les limites de son travail : « *Ce relevé n'a pas la prétention d'être un inventaire s'approchant, même de loin, de l'exactitude. Il ne mentionne que les usines, fabriques, ateliers qu'il nous a été possible de visiter. La réalité est donc encore bien supérieure aux chiffres obtenus, déjà si intéressant* ».

La méthode de travail de Laboubée est intéressante. Il commence, dans un premier temps, à commenter toutes les branches citées dans le premier tableau, ensuite en consultant les statistiques douanières, il recommande les produits que l'Algérie pourrait fabriquer ou transformer sur place. Il s'est arrêté en particulier sur les statistiques générales de l'Algérie, en 1912, car les données des années suivantes sont approximatives vue l'influence de la première guerre mondiale.

**-L'industrie algérienne : défis et obstacles**

Le rapport fut donc recommandé par la Chambre de commerce de l'Algérie. L'objectif de ce rapport fut affiché dès la première ligne du manuscrit : « *La présente étude n'a pas pour objet d'établir un relevé de l'ensemble des ressources économiques, agricoles, pastorales, forestières minières et autres de la Colonie. Elle n'a pas d'autre but que de préparer une documentation pouvant servir à examiner la possibilité de développer certaines industries existant déjà en Algérie et à rechercher celles nouvelles dont la création est à préconiser* ». L'objectif n'était donc pas de dresser un tableau sur l'état de l'industrie algérienne au début du XX$^{e}$ siècle. La stratégie semble bien claire : préparer l'avenir de l'industrie en se basant sur les atouts que possède la colonie. Laboubée s'est montré très optimiste : « *tout est possible ici proclamons-nous. Nous appuyons notre optimisme d'une liste, longue alors, des entreprises*



*multiples et variées, qui se sont jusqu'à ce jour épanouies dans la colonie, étant déjà, pour celle-ci, des éléments importants de production et richesse* ».(4)

Cet optimisme du rapporteur concernant l'avenir de l'industrie coloniale en Algérie n'était pas partagé par l'ensemble des acteurs dans la colonie : « *Bien des personnes, non des moins intéressantes puisqu'il s'agit souvent de gens détenant des capitaux, expriment facilement d'excessives réserves sur l'avenir industriel de ce pays. Rien ne réussit ici disent-elles, cherchant à appuyer leur opinion sceptique sur le mauvais résultat, à diverses époques, de certains affaires algériennes* ».

Laboubée constate que le scepticisme de ces derniers n'était pas fondé et que l'échec de certaines industries en Algérie revient à des raisons tout a fait simples « *La liste de ces échecs est brève pourtant. L'on cite deux verriers, une fabrique de papier, une fabrique de pâtes d'alfa…Après examen, l'on ne peut cependant, en toute justice, attribuer l'insuccès de ces affaires à leur principe même ; il réside dans des conceptions fausses, des études insuffisantes, de direction* ».

De même, il incombe la cause de l'échec de certaines entreprises à « *une administration défectueuse* ». Il explique qu'en 1905 dès que l'Administration avait manifesté sa confiance dans l'avenir du résinage et de l'utilisation industrielle du pin d'Alep, une entreprise fut installée en Algérie exploitant près d'un million d'arbres. Cette entreprise réalisait des chiffres correspondant aux objectifs affichés. Les produits furent vendus en Algérie et en métropole (140.560 kgs d'essence et 67.211 kgs de colophane pour le marché local et 174.660 kgs d'essence et 1.042.039 kgs de colophane pour le marché métropolitain) (5). Laboubée constate que l'entreprise présentait des résultats financiers conformes mais le déclenchement de la Première guerre mondiale a paralysé l'entreprise. L'absence des aides de l'Etat à cette entreprise est la cause directe de son naufrage(6).

Le bilan dressé par Laboubée est inférieur à la réalité : « *ce relevé n'a pas la prétention d'être un inventaire s'approchant, même de loin, de l'exactitude. Il ne mentionne que les usines, fabriques, ateliers qu'il nous a été possible de visiter* »( 7).

-Les plus importants secteurs d'activités

Le nombre d'usines et d'ateliers du secteur de l'olivier était de 716 unités. Avec ce chiffre, ce secteur et le premier en ce qui concerne le nombre d'unités industrielles. Avec 7,7 millions d'arbres dans la Kabylie et l'Oranie, la culture de l'olivier est l'une des plus importantes sources de richesse de l'Algérie. Ce chiffre est partagé entre « Indigènes » avec 4,6 millions d'oliviers et Européens avec 3,1 millions d'arbres. Le nombre de moulins à l'huile est passé de 4.432 en 1903 à 5.123 en 1912. La production « indigène » en 1912 fut de 197.921 hectolitres. Les usines montées en Algérie depuis le début du siècle sont en majorité à

*« l'européenne, certaines d'entre elles sont munies d'un outillage avec les derniers perfectionnements et fabriquent des huiles irréprochables ».*

Autre activité qui fut intégrée en 1902 en Algérie est celle de l'industrie de l'extraction de l'huile des grignons d'olives par le sulfure de carbone. Trois usines furent édifiées, une à Bougie (Bejaia) l'autre à Tlemcen et la troisième à Mirabeau(8)

Le secteur de la Minoterie est le deuxième secteur détenant le plus d'usines en Algérie. Ce secteur disposait de 78 unités. Ces dernières, réparties dans les trois départements, disposaient d'un « outillage moderne est souvent pourvu des derniers perfectionnements ». La capacité de production annuelle de ces usines était de 4 millions de quintaux, d'une valeur de 130 à 150 millions de francs. Il existait également un nombre important de moulins traditionnels (à vapeur et à eau). Le nombre de moulins à vapeur était, en 1912, de 476 unités (443 appartenant aux Européens et 33 appartenant aux « indigènes ». Quant aux moulins à eau, leur nombre était de 4.262 (464 appartenant aux Européens et 3798 aux « indigènes »). A noter que ce type d'unités traditionnelles était en diminution d'année en année. Or les minoteries modernes étaient en développement. Le résultat est que depuis le début de la guerre, l'Algérie a stoppé l'importation de la farine de la Russie, pour une valeur estimée entre 500.000 et 600.000 francs et commença à exporter, dès 1916, vers la France. Durant cette dernière année, la colonie a exporté 300.000 quintaux en farines et 170.000 quintaux de son, le tout pour une valeur de 15 millions de francs( 9)

Le troisième secteur ayant le plus d'usines est celui de la tuilerie. En effet, pour faire face aux besoins considérables créés par l'extension des villes, comme par la multiplication des bâtiments agricoles, de nombreuses usines furent édifiées en Algérie. Le nombre de ces unités était de 41 en 1912. La consommation locale fut alimentée par le produit algérien. La colonie reste tributaire de la métropole pour la tuile plate qui n'était pas fabriquée sur place. En dehors des tuileries, il existait près d'Alger une usine de fabrication de briques avec un outillage très performant, sa capacité de production journalière était de 24.000 briques(10).

En nombres d'usine et d'ateliers, les plus importants secteurs restants sont : l'industrie du tabac avec ses 37 usines. Ce domaine est des plus prospères de la colonie. Sur une production annuelle de 60.053 quintaux, en 1917, l'Algérie a exporté presque la moitie (28.079 quintaux) pour 15 millions de francs. L'Algérie exporte son tabac vers 25 pays. Le plus important client fut l'Indochine avec pratiquement trois quarts de la production. On trouve également d'autres pays comme la Norvège, le Sénégal et la Chine.

Les autres secteurs sont : la Tannerie avec 36 unités, la préparation du liège brut avec 30 usines, la fabrique d'espadrilles avec 30 unités. Le reste des secteurs fonctionnaient avec moins de 30 unités industrielles. Certaines activités fonctionnaient avec 1 seule usine comme le cas pour l'industrie des chaussures.



**La part de l'emploi dans le secteur industriel colonial**

On sait que l'économie algérienne durant la période coloniale était dominée par le secteur agricole. Le « Pacte colonial » est une doctrine qui consiste en l'envoi des produits agricoles et des richesses en matières premières vers la métropole et l'importation de produits manufacturés dans la colonie. L'agriculture fut donc le secteur qui offre le plus les emplois en Algérie. Toutefois avec le rapport on découvre que le secteur industriel offre 23.584 postes de travail. En offrant 4.500 emplois, l'industrie du tabac est le premier secteur en Algérie. Grâce à l'exportation, ce secteur a connu une progression remarquable : de 10.000 quintaux en 1905 l'exportation algérienne est passée à 22.605 en 1913. Ce chiffre n'a cessé d'augmenter atteignant des résultats très remarquables. Le crin végétal avec ses 3.000 emplois est le deuxième secteur. La production annuelle de ce dernier était de 500.000 quintaux par an. L'intégralité de la production partait à l'exportation et rapportait entre 7 et 8 millions de francs. On trouve parmi les clients de l'Algérie l'Allemagne, l'Autriche et les Etats-Unis(11).

La fabrique d'espadrille employait 2.000 personnes. Avec plus de 400.000 douzaines par an, l'intégralité de la production restait en Algérie. L'huile d'olive, dans les usines européennes, offrait une moyenne de 1.800 emplois. La tuilerie offrait également 1.400 postes. De même pour la minoterie qui offrait 1.300 emplois pour les Algériens ainsi que pour les Européens. On trouve les premiers majoritairement dans les petites fabriques en particulier celles qui fonctionnaient avec la puissance hydraulique, quant aux seconds on les trouve dans des usines modernes ayant des capacités élevées de production. Les autres secteurs qui employaient plus de 1.000 personnes sont : les conserves de sardines à l'huile avec 1.200 postes, la fonderie et les grands ateliers mécaniques avec 1.100 postes.

Au sujet de revenus, le rapporteur indique le niveau dans l'activité des ébauchons de pipes, dont l'exploitation était dans les régions de Philippeville (Skikda) et Djidjelli (Jijel) : « *Les exportations d'ébauchons étant d'environ 30.000quintaux, c'est à peu près 100.000 quintaux de racines à l'état brut qui sont annuellement recueillies, payées de 7 à 8 francs le quintal. C'est donc pour la population indigène un* [revenu] *de 700.000 à 800.000 francs* » (12).

A noter que le développement rapide des industries modernes européennes en Algérie, qui a précédé la période de guerre, a eu comme conséquence le passage de la main-d'œuvre algérienne des industries « indigènes » vers les industries « européennes »: « La rareté de la main-d'œuvre, qui inquiète toutes les branches de l'industrie, existera sans doute à un degré moindre en Algérie qu'ailleurs...Les indigènes musulmans encore employés dans les petites tanneries arabes fournissent un appoint appréciable. Ces tanneries ont, en effet, tendance à disparaître et leurs ouvriers viendront

dans les tanneries françaises, où leur situation sera améliorée. Ils ont l'habitude et le goût des travaux de tannerie » (13). Dès le déclenchement de la guerre, l'industrie métropolitaine fait appel à des ouvriers algériens. Grâce à leur expérience acquise dans les usines algérienne, leur intégration s'est passée sans difficulté. Ces ouvriers ont été remplacés en Algérie par une main-d'œuvre locale « la majeure partie des ouvriers des tanneries d'Alger, presque la totalité même dans l'une d'elles, ont répondu à l'appel de la mobilisation. Ils ont été remplacés par la main-d'œuvre indigène qui s'est très bien adaptée à sa nouvelle besogne ».

Concernant les nouveaux métiers, comme celui de la mécanique et de la métallurgie, la main-d'œuvre locale s'est adaptée facilement : « *Au moment de la mobilisation, l'industrie métallurgique en Algérie commençait à s'inspirer des besoins réels du pays..La main-d'œuvre se façonnait peu à peu au travail des métaux, de jeunes ingénieurs se formaient et l'on pouvait envisager un essor prochain de ces sortes d'entreprises* » (14)

**1- Qui sont les industriels dans l'Algérie coloniale ?**

Du rapport on constate que les industriels en Algérie sont à l'image du pays et de sa nature coloniale. Le secteur industriel est dominé en nombre par les « Pieds-noirs ». Contrairement aux idées reçues, on trouve des algériens « indigènes » qui possèdent des unités industrielles. Enfin, les métropolitains eux aussi possédèrent des usines en Algérie.

Le trait majeur entre les unités industrielles appartenant aux européens et celles des algériens résidait dans la perfection et la modernisation des machines. La technicité des usines appartenant à des industriels algériens est très simple, contrairement à celle des industriels d'origines européennes qui est plus développée. A titre d'exemple, dans le secteur de la minoterie, mis à part les 78 minoteries à cylindres avec un outillage moderne et souvent pourvu des derniers perfectionnements, il existe d'innombrables petits moulins fonctionnant au moteur et surtout meules actionnées par turbines hydrauliques utilisées par les algériens (sur les 476 moulins à vapeur, 33 appartiennent à des « indigènes » soit 7% ; et sur les 4.262 moulins à eau, 3.798 sont les propriétés des algériens et 464 seulement sont gérés par les européens, soit 89%).

Les entreprises métropolitaines installées en Algérie, sont en majorité des filiales de grandes firmes. A titre d'exemple, le secteur exploitant la sardine en Algérie disposait de 18 usines, « *Quelques-unes sont exploitées par des grandes firmes de la métropole. Elles sont toutes très bien outillées, disposent dans l'ensemble d'une force motrice d'environ 175 HP* ». On constate que les industriels métropolitains ont contribué eux aussi à l'évolution de l'industrie locale.

**2- Quel avenir pour l'industrie coloniale dans l'après guerre ?**

Le rapporteur a essayé de mettre l'accent sur la nécessité de faire promouvoir certains secteurs ayant de fortes potentialités et qui



pourraient constituer des ressources importantes pour l'économie coloniale. L'une de ces ressources était la culture de l'olivier. Laboubée estimait que « *la culture de l'olivier sera sans doute un jour la source de l'une des plus solides richesses de l'Algérie* » (15). De même que l'olivier, il conseille de s'intéresser davantage à l'arbre du figuier, « *arbre qui assure la richesse de certaines régions de l'Algérie. En dehors de la ressource qu'elle constitue pour l'alimentation locale, la figue et un élément appréciable d'exportation (4 millions de francs en 1911)* ». De cette matière, il propose de développer la fabrication de café de figue qui pourrait remplacer la chicorée et de l'exporter comme matière finie : « *Les régions du Nord de la France, qui avaient pour ainsi dire monopolisé la fabrication de la vraie chicorée, ne pouvant, depuis l'ouverture des hostilités, alimenter le pays, quelques industriels algériens ont tenté, pour remplacer ce produit manquant, de lancer le café de figues. Une firme d'Alger, très bien outillé, est parvenue à se créer, à Paris et environ, une clientèle intéressante* »( 16).

L'exportation de la sardine constitue, d'après Laboubée, un créneau porteur : « *Le chiffre, relativement élevé, qui est exporté en poissons salés, laisse entrevoir la grande marge qui existe encore pour l extension de cette industrie... c'est là une industrialisation à poursuivre en Algérie* ». Il recommande également l'utilisation des têtes de sardines et autres déchets de poisson qui sont jetés à la mer, dans la fabrication des engrais.

**-Conclusion**

Du rapport, on constate que la colonie possède au début du XX$^{e}$ siècle une base industrielle non négligeable(17). En 1917, le pays disposait de 716 unités industrielles. L'ensemble de ses ateliers emploie 23.584 personnes. Avec 163 usines à l'européenne le secteur d'huile d'olives détenait le plus grand nombre d'usines en Algérie. De même, on trouve 10 secteurs d'activités ayant plus de 20 usines. Par rapport au secteur qui offre plus d'emploies on trouve en première position les grandes fabriques de tabacs avec 4.500 recrues. Il y avait également plus de 8 secteurs d'activités qui offraient plus de 1.000 emplois. Autre constatation, c'est l'existence d'une industrie appartenant aux algériens qualifiés d'« indigènes ». Cependant, la technicité des usines appartenant à des industriels « indigènes » est souvent simple, contrairement aux industriels d'origine européenne. Ces derniers, en profitant du système bancaire, ont pu construire des usines modernes dans la colonie. C'est sur cette base industrielle et pour des raisons stratégiques que la France coloniale lança le premier plan d'industrialisation en 1946 (18). En 1958, afin de résoudre le « problème algérien » le général De Gaulle mit de nouveau sur l'industrialisation de la colonie. Peu de temps après le lancement de ce programme, l'Algérie obtint son indépendance. Le plan n'a abouti qu'à quelques résultats médiocres. Dès son indépendance, l'Algérie opte en faveur de l'industrialisation. L'industrie était au cœur de toutes les politiques économiques du pays.

**Notes :**

1- Je tiens à dédier ce travail au Professeur Gilbert Meynier. Sans lui ce travail n'aurait pas vu le jour. Ayant travaillé sur l'industrialisation de l'Algérie, jusqu'à la fin de mon travail, j'ignorais l'existence de ce rapport. C'est M. Meynier qui m'a informé de la présence de ce document. Mes recherches onéreuses en Algérie, pour trouver le rapport, n'ont abouti à rien, c'est finalement à la BNUS (Bibliothèque Nationale Universitaire de Strasbourg) et après plus de deux années de recherches que j'ai trouvé le document. Le rapport est accessible, à la BNUS, sous le code suivant : G15657.

2-A noter qu'au lendemain de son discours à Constantine, le 12 décembre 1943, le général De Gaulle chargea une Commission des réformes musulmanes d'« *établir un programme de réformes politiques, économiques et sociales en faveur des français musulmans d'Algérie* ». Cette commission, présidée par Balensi directeur des affaires économiques et composée de 12 personnalités, 6 musulmans, 3 français d'Algérie et 3 métropolitains, présenta un rapport général le 29 février en 1944. La partie réservée à l'industrie dans le rapport, page 377, fut intitulée également « *Note sur l'industrialisation de l'Algérie* ».

A ce sujet voir le travail de Daniel Lefeuvre, *L'industrialisation de l'Algérie (1930- 1962) : Echec d'une politique*, thèse, Paris, 1994.

3-S. Laboubée, *Notes sur l'industrie en Algérie*, Adolphe Jourdan, Alger, 1917, p.6.

4- Idem, p.6

5-Idem, p 46

6-Nous partageons l'analyse de Laboubée concernant cette idée. En effet, nous avons constaté que durant la première période coloniale, les colons se sont opposés à toute politique économique qui constituerait une menace sur leur suprématie sur la vie politique et économique dans la colonie. Ils considéraient l'industrialisation comme une menace sur le secteur agricole ainsi que sur leurs activités d'import export. De même, ils craignaient, avec l'industrialisation de la colonie, l'arrivée d'une nouvelle bourgeoisie industrielle métropolitaine qui allait mettre en cause leur suprématie en Algérie. Les colons préféraient le statut quo.

7-Idem, p.9

8-Idem, pp 18-22

9-Idem, 10-12

10- Idem, 92-93

11-Idem, p 61

12-Idem, p 41

13-Idem, p 75

14-Idem, 131



15-De ce secteur l'Espagne génère des revenus colossaux. Le pays possède des millions d'arbres. Il est devenu le premier pays exportateur de l'huile d'olive.

16-*Idem, p.51*

17-A noter que l'Algérie avant la colonisation française, malgré l'aisance financière et la présence de liquidités colossales et malgré le développement du secteur de l'artisanat, n'a pas modernisé son économie en intégrant l'industrie. Le premier qui a intégré l'industrialisation dans le pays est l'Emir Abdelkader. Ce dernier a crée un véritable noyau industriel dans le pays en s'appuyant sur les compétences étrangères. Cette politique audacieuse de l'Emir fut avortée dès l'arrêt de sa résistance contre l'armée française. Concernant le sujet de l'artisanat en Algérie durant l'ère ottomane, voir l'excellent ouvrage de Aicha Ghatas الحرف و الحرفيون بمدينة الجزائر 1700-1830 مقاربة اجتماعية اقتصادية, ANEP, 2007.

18-En effet, le premier plan d'industrialisation de l'Algérie remonte à la seconde guerre mondiale. L'initiateur de cette politique n'est d'autre que le régime de Vichy. En se succédant au maréchal Pétain, De Gaulle prône une politique audacieuse en faveur de l'industrialisation de l'Algérie. Le premier Plan de l'industrialisation de l'Algérie fut lancé en 1946. Plusieurs entreprises métropolitaines créèrent des filiales dans la colonie : Pont à Mousson, Saint Gobin, Lesieur et d'autres. Si certaines entreprises installées durant cette période ont péri, d'autres ont continué leurs activités. D'ailleurs, la première entreprise qui a obtenu son agrément dans ce premier plan fut la filiale de l'entreprise française De Dietrich (la Société nord africaine de construction mécanique : La SNAF). Cette dernière a été implantée dès l'année 1938 en Algérie. Nationalisée au lendemain de l'indépendance du pays, la SNAF devenue FERROVIAL permet aujourd'hui à l'Algérie d'être parmi le cercle fermé des pays industriels fabriquant le matériel ferroviaire. Au sujet de l'industrialisation de l'Algérie, voir la thèse de Daniel Lefeuvre, *L'industrialisation de l'Algérie 1930-1962, Echec d'une politique*, Thèse, Paris 1994. Ainsi que notre travail sur l'entreprise FERROVIAL intitulé FERROVIAL : une entreprise dans le processus de l'industrialisation de l'Algérie, Thèse, Strasbourg 2004.